

Fabrizio Donini FERRETTI



## ASPECTS DE L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE DE L'EUROPE

---

**Résumé :** L'énergie est une composante des stratégies indirectes du conflit en Ukraine, qui a été rendue plus efficace par les sanctions de l'UE et par la structure européenne de marché. Mais l'arme de l'énergie agit dans un contexte multi-dimensionnel, notamment la transition énergétique, qui en rend la portée très incertaine.

**Mots clés :** Électricité, États-Unis, Gaz, Hydrocarbures, Idéalisme, Réalisme, Ressources, Sanctions, Terre rare, Transition énergétique, Union européenne.

**Abstract:** *Energy is a component of multiple indirect strategies put at work in the Ukrainian conflict, made more effective by the EU sanctions and the structure of the European energy market. Energy as a weapon acts in a multi-dimensional context, in particular that of the energy transition, which makes its outcome uncertain.*

**Keywords:** *Electricity, United States, Gas, Hydrocarbons, Idealism, Realism, Resources, Sanctions, Rare earth, Energy transition, European Union.*

---

NOUS ASSISTONS DEPUIS UN BALCON EN LÉGER RETRAIT à une guerre d'apparence russo-ukrainienne dont l'enjeu est, du point de vue des États-Unis, la césure définitive entre l'Union Européenne et la Russie et l'amoindrissement de celle-ci afin d'éviter tout détachement de l'UE de la sphère de pouvoir américaine, et du point de vue de la Russie et des pays qui la soutienne *in petto*, la fissuration du bloc dit « occidental », en provoquant un affaiblissement tel de l'Europe que ses populations forceraient les gouvernements à un repli sur des intérêts nationaux ou régionaux. L'Occident est vu comme expression même de l'*imperium* américain, et l'Europe comme sa *condition de possibilité*, l'entité qui lui donne *masse*, et lui permet de parler au nom d'une « communauté internationale » qui n'a jamais existé.

Symétriquement, l'Ukraine est perçue en Russie comme la condition de possibilité de la puissance russe, pour des raisons tant historiques – voire légendaires – que réelles ; mais il est incontestable que l'Empire russe puis soviétique, dans sa phase de plus grande puissance entre la fin du xvii<sup>e</sup> siècle et la fin du xx<sup>e</sup> siècle, a englobé ce territoire dans ses frontières. L'Europe est ainsi prise en étau entre ces deux failles, et ne pourra sans doute que se diviser contre elle-même avec le passage du temps. La victoire – ou la défaite – russe se joue aussi au sein de l'Europe, et non pas seulement dans les plaines au-delà du Dniepr.

## Un conflit aux multiples théâtres

Le conflit en Ukraine présente au moins trois théâtres géographiques, trois modalités, et trois dimensions temporelles.

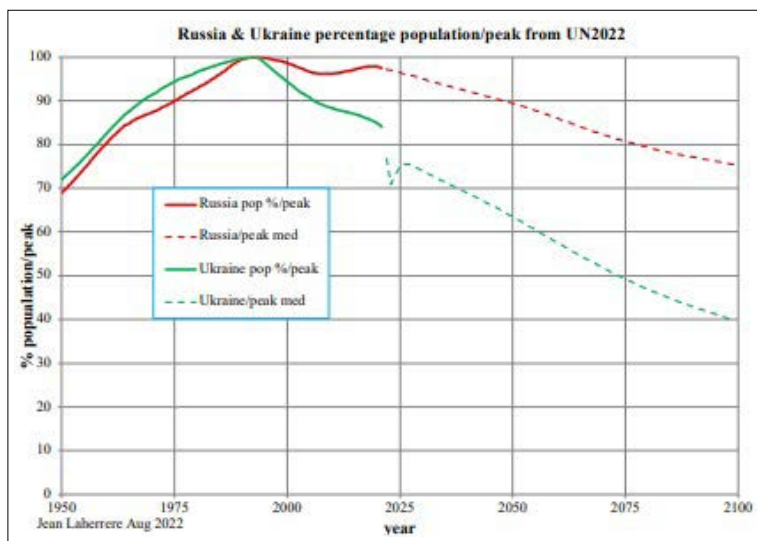
D'un point de vue géographique, l'Ukraine orientale (pour le moment) est le théâtre de la bataille, l'Asie celui des soutiens géopolitiques, même s'ils restent muets, et l'Afrique celui du harcèlement par privation des ressources, peut-être demain par manipulation des migrations.

Les modalités de la confrontation sont également de trois ordres : militaire au Donbass, idéologique et informationnel dans les États du « Sud global », indirecte de par la mise en œuvre de moyens non militaires sur les terrains cyber ou de l'énergie, de sabotages, d'instrumentalisations du nucléaire civil, ou tout autre stratégie indirecte dont la cible principale est la population européenne, ou plutôt sa volonté.

Enfin, les temporalités du conflit sont diverses, depuis le choc initial qui fut un échec, la guerre d'usure dont le temps est la dimension principale, et de possibles répliques, au sens sismique du terme, en cas d'échec de l'un ou l'autre camp : possible éclatement de la Russie, volonté de revanche menée sur tous les fronts d'une guerre indirecte, tentative de reconquête de l'Ukraine à un moment plus favorable... S'ajoute au brouillard de la guerre le « brouillard de la concomitance » : *quid* si conflit irano-israélien devait s'envenimer ? Ou la tension dans le détroit de Formose ?

Plusieurs asymétries favorisent par ailleurs la Russie, en dépit de l'état calamiteux de son armée et d'une doctrine d'emploi en retard de quarante ans. La première tient à la nature potentiellement nucléaire du conflit, et à la « grammaire » de la dissuasion : si la Russie « peut » envahir l'Ukraine, l'Ukraine se voit interdire – pour le moment – de frapper la Russie avec des armes occidentales, ce qui sanctuarise en partie son territoire.

La seconde asymétrie est démographique. Pour mauvaise que soit la situation russe, celle de l'Ukraine est pire<sup>1</sup>. Bien qu'il n'y ait plus de recensement depuis 2001, on estime que dans ce pays qui comptait 51 millions d'habitants à la chute de l'URSS ne vivent plus aujourd'hui, dans le territoire contrôlé par Kiev, que 37 millions de personnes environ, ce qui est sans doute optimiste compte tenu des exilés dont beaucoup ne reviendront jamais. La population ukrainienne décroît rapidement, et l'absence de millions de jeunes femmes d'un pays partiellement détruit ne plaide pas pour une reprise des naissances.



Asymétrie de « victoire » : d'aucuns ont eu l'imprudence, ou l'inexpérience, de déclarer qu'il appartenait à Kiev d'en définir les termes ; or, le président Zelensky a déclaré qu'il s'agissait de revenir au *statu quo ante* l'annexion de la Crimée. Cela signifie que pour vaincre, l'Ukraine doit reconquérir *tous* ses territoires. La Russie, quant à elle, pourrait se contenter de barricader ses conquêtes et de tenir, voire simplement de conserver un ou deux *oblasts*, en attendant des temps plus propices.

Asymétrie de ressources, enfin. La Russie est, de par son immensité, l'un des plus grands réservoirs de matières premières au monde, capable de vivre dans une quasi-autarcie, et dispose d'une puissante industrie de l'armement, alors que la

1. Laherrere Jean, *In 2021, 68 % of the world is going into extinction*, ASPO France, 18 september 2022.

profondeur stratégique de l'Ukraine est constituée des lointains États-Unis et d'une Union Européenne à la détermination fragile. L'énergie constitue précisément l'une des composantes de cette « profondeur ». Nul n'ignore en particulier que la Russie et l'Iran disposent des deux principales réserves de gaz naturel au monde (au sens de réserves *prouvées*), et que le gaz naturel est aussi une source majeure d'hydrogène : il ne devient pas obsolète du fait de la décarbonation des économies.

L'actuel chef d'état-major des armées russes, le général Guerasimov, affirmait dans un discours en 2013 qu'une révolution des affaires militaires était en cours, et développait des idées ayant trait aux « nouveaux types de guerre », ce qui recouvre la notion de « guerre hybride ». Déjà Toukhatchevski, à l'époque soviétique, à la suite d'Alexandre Svetchine qui bâtit l'art opératif russe après la Révolution, pensait son adversaire de manière *systémique*, c'est-à-dire comme un ensemble de forces et de relations dont il convenait de neutraliser la cohésion et la capacité à générer de la puissance, plutôt que comme un ensemble de forces à détruire. Il convient pour cela de fusionner dans un ensemble opérationnel intégré tous les outils militaires et non militaires, tels que la diplomatie, la propagande, l'économie et d'autres. Quels que soient la corruption, l'amateurisme, les fautes de commandement et les retards technologiques de l'armée russe, rien ne permet de dire que le pays a renoncé au caractère holiste de sa pensée stratégique.

La carte des votes à l'ONU sur les résolutions relatives au conflit actuel est assez explicite quant à une nouvelle partition du monde entre « Occident », grandes puissances « révisionnistes » (Chine, Inde, Russie, Iran, Turquie...) et pays anciennement colonisés qui trouveraient satisfaction à une sorte de revanche et se contentent parfois d'une prudence équilibrée.



## Du bon usage des sanctions

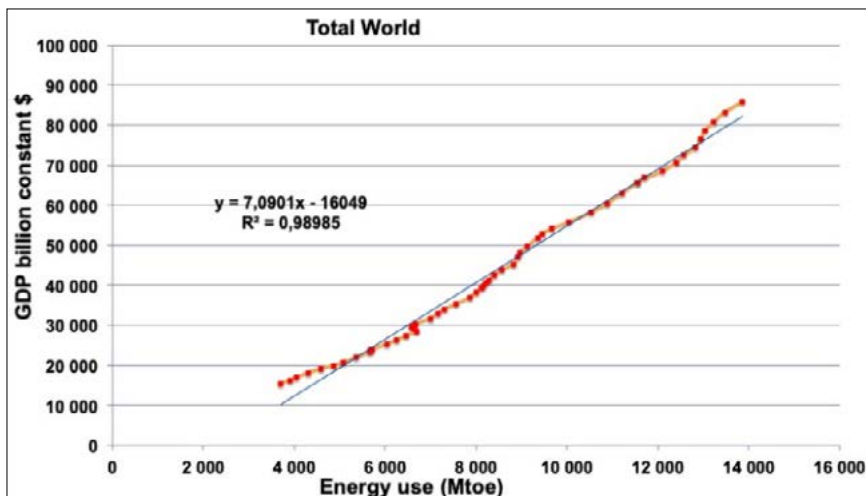
Puisque l'Europe est presque totalement dépourvue de matières premières, et ne peut maintenir son niveau de prospérité que par l'échange avec le reste du monde, elle est particulièrement vulnérable à tout ce qui peut entraver son accès aux ressources et aux marchés, que cette entrave soit réalisée par les quantités (interruption des livraisons par gazoduc) ou par les prix (renchérissement du coût des intrants qui génère inflation et dégradation de la compétitivité). Une industrie est rapidement détruite, difficilement reconstruite : les dommages sont rarement temporaires, comme l'illustre parfaitement le cas français.

Parmi les nombreuses armes d'une stratégie indirecte, l'énergie figure en bonne place puisqu'il n'existe aucune activité économique qui puisse s'en affranchir, et parce que l'élasticité énergétique (rapport de la variation de l'énergie consommée sur le PIB)<sup>2</sup> est très rigide, même si la nature de l'énergie consommée peut varier (passage au gaz et au nucléaire après les chocs pétroliers, rôle des renouvelables depuis 20 ans...); ce changement de nature ne peut être lui-même instantané, ni rapide, tant le stock des installations existantes est important, et tant le changement des usages est long à mettre en œuvre (électrification du chauffage et de la mobilité, par exemple). Par conséquent, une variation de la quantité d'énergie à court terme se traduit par une destruction immédiate de demande, et donc de revenu. Que cette demande soit ou non légitime ou pertinente (ex. : voyages aériens *low cost*) est une autre question.

L'arme énergétique n'a d'efficacité, dans le cas d'espèce, que parce que le gaz livré par gazoduc ne peut être livré ailleurs, et donc l'interruption du flux soustrait une quantité importante de gaz du marché qu'il sera long et cher de substituer ; cette efficacité est d'autant plus importante que l'Allemagne, principale puissance industrielle d'Europe avec ses satellites, a fait de la transformation d'un gaz russe bon marché en produits industriels exportables son modèle économique, et que l'horizon temporel de la transition énergétique est suffisamment long pour que des dommages économiques, donc sociaux, et donc politiques, aient le temps de se faire jour.

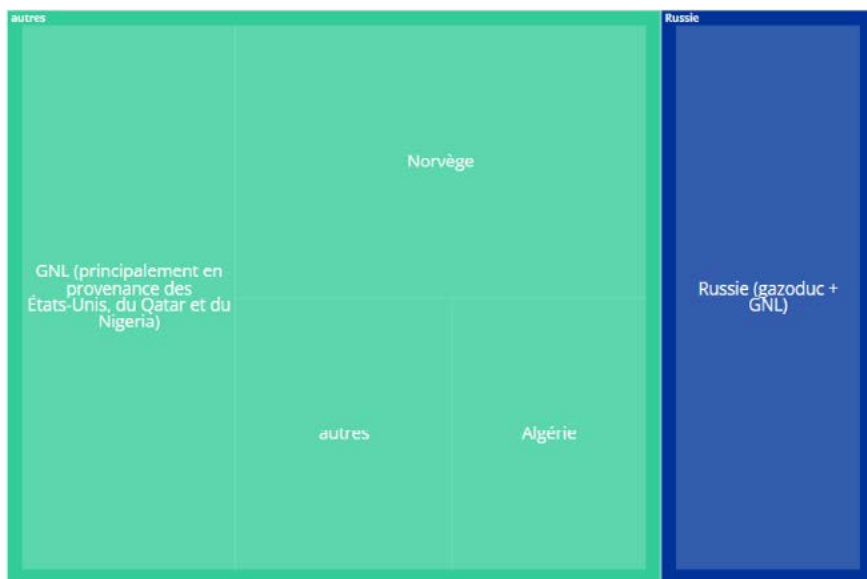
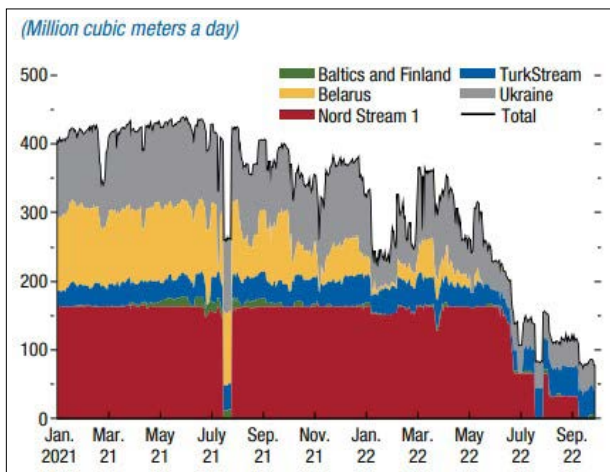
---

2. Travaux de Kahraman Zeynep ; Groupe de réflexion la transition carbonne, *L'emploi : moteur de la transformation bas carbone dans le cadre du plan de transformation de l'économie française*, 6<sup>e</sup> Rapport, Le projet du changement (*The Shift Project*), Synthèse, décembre 2021.



L'auto-inflation de dommages par l'imposition de sanctions sur l'énergie prises par l'Union Européenne était sans doute prévisible par les dirigeants russes. Moscou n'a eu qu'à agiter la *muleta* du paiement en roubles pour que l'Union Européenne, otage des *ultras* d'Europe centrale peu sensibles au gaz (9 % de la production d'électricité polonaise dépend du gaz...), de l'hystérie propre aux réseaux sociaux, et de la toujours subtile pression des États-Unis, se jette dans le précipice en déclenchant une inflation par les coûts de l'énergie. On notera que l'effet-prix a sans doute compensé en 2022 l'effet quantité, puisque les recettes pétrolières et gazières russes ont bondi à 384 Mds de dollars, un record depuis 1995, avec l'aimable contribution des consommateurs européens. Il s'agit d'un cas paradoxal de « sanctionneur/sancionné » où les pays manquant d'une ressource sanctionnent celui qui en dispose.

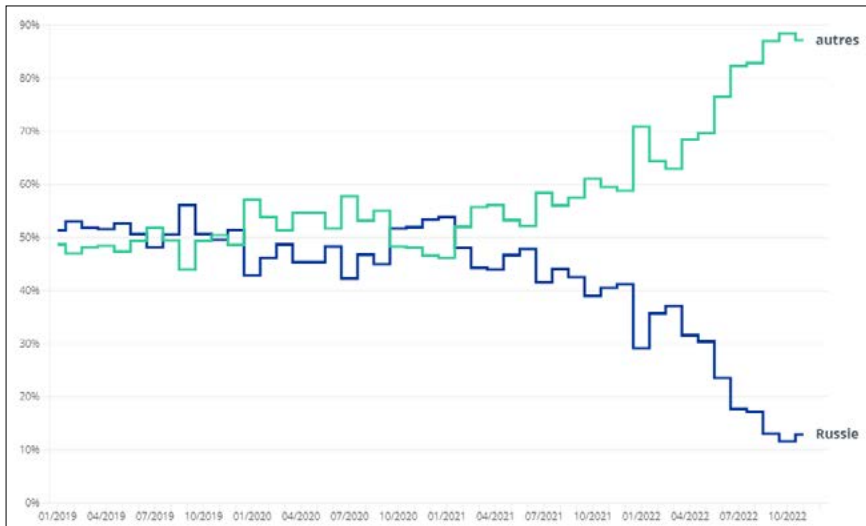
Si les sanctions sur les hydrocarbures ont très peu d'effet sur l'effort de guerre russe à court et moyen terme, elles contribuent efficacement à alourdir l'endettement des États européens, à rendre moins compétitive leur industrie, à nourrir l'inflation, et à susciter des conflits sociaux voire des fissures entre pays européens diversement dotés, ce qui ne peut qu'aller dans le sens de la stratégie du Kremlin. Ces dommages ont été infligés alors que les pays membres ont continué tout au long de l'année 2022 d'acheter du gaz russe, comme le montre une infographie de la Commission Européenne sur les sources d'importation de gaz naturel de janvier à novembre 2022, et notamment pendant la période estivale de remplissage des stocks.



Source : Commission européenne

Qu'en sera-t-il désormais, alors que le flux par gazoduc a cessé (mais pas le flux de gaz liquéfié<sup>3</sup> : les principes s'attachent mieux à certains états de la matière qu'à d'autres).

3. Importations européennes de gaz naturel, *Green Finance* d'après *Bruegel*, 9 février 2023.



Source : Commission européenne

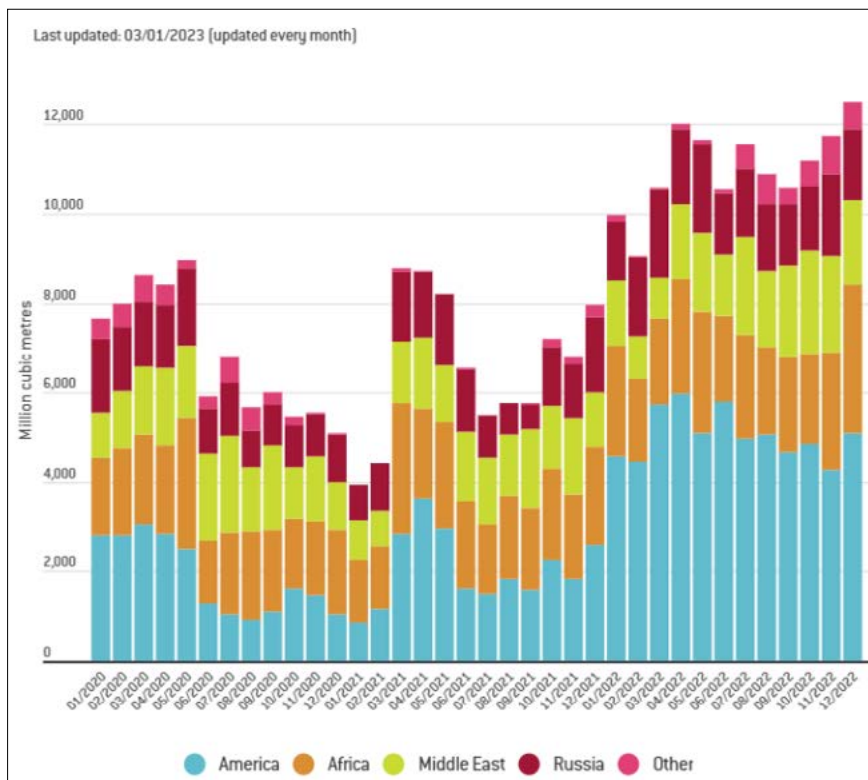
## Substituer le gaz russe

Rappelant qu'en 2020, le gaz russe livré en Europe par gazoduc représentait plus de 16% du marché *mondial* du gaz, sa substitution pure et simple ne sera pas chose aisée. L'Europe a bénéficié *par chance* en 2022 d'une moindre croissance de la Chine, d'un automne puis d'un hiver exceptionnellement doux, et d'une fin d'année très ventée ; cette situation ne se répètera pas nécessairement en 2023 et 2024, et le gaz qui a rempli les stocks en 2022 devra être trouvé ailleurs. Or les alternatives à court terme dans le voisinage de l'Europe sont plutôt rares :

- l'Algérie ne dispose pas d'importants volumes libres à l'exportation qui puissent être rapidement mobilisés. Les deux terminaux de GNL (Arzew et Skikda, 16 Mds m<sup>3</sup>) sont proches de la saturation ;
- le TAP (Trans-Adriatic Pipeline) qui transporte du gaz depuis l'Azerbaïdjan jusqu'à l'Italie en traversant la Turquie et les Balkans, n'a qu'une capacité initiale de 10 Mds m<sup>3</sup>, qui devrait être doublée à l'horizon 2027, l'essentiel étant pour l'heure livré à l'Italie. L'ambitieux projet Nabucco, qui devait transporter du gaz depuis le Turkménistan et l'Azerbaïdjan jusqu'en Europe a été sabordé par la Commission Européenne au début des années 2010 sous le prétexte fallacieux d'une baisse anticipée de la demande, probablement aussi en raison

de l'opposition russo-allemande qui voyait cette concurrence d'un mauvais œil, et certainement sous pression américaine car le gazoduc aurait pu à terme connecter l'Iran à l'Europe, desservant les intérêts géopolitiques et gaziers des États-Unis ;

- les deux terminaux de liquéfaction égyptiens (Idku et Damiette) n'ont qu'une capacité de 16 Mds m<sup>3</sup>, dont à peine un quart serait encore disponible.



Source : Bruegel based on Bloomberg

Pour le reste, l'Europe dépend entièrement de livraisons de GNL dans un contexte où, d'une part, la plupart des quantités sont déjà sous contrat, même s'il est possible de s'en procurer en payant plus cher que les clients asiatiques, et où, d'autre part, la mise sur le marché d'importantes quantités additionnelles prendra plusieurs années. La FID (*final investment decision*) pour les quatre premiers trains du projet géant de North Field au Qatar a été prise en février 2021, ce qui devrait

accroître de 33 MMTA<sup>4</sup> la capacité d'exportation ; l'achèvement des deux premiers trains n'interviendra pas avant 2025.

En 2022, l'UE a importé environ 130 Mds m<sup>3</sup> de LNG, soit 60 % de plus qu'en 2021<sup>5</sup>. Pour l'essentiel, cette augmentation s'est faite par destruction de demande en Europe mais aussi en Asie<sup>6</sup>. L'une des conséquences est que certains pays remplacent une partie de leur génération d'électricité au gaz en recourant à des centrales au fuel lourd ou au charbon. Si ce schéma se reproduisait en 2023, en faisant l'hypothèse d'un accroissement de l'efficacité énergétique de l'ordre de 2 % (la consommation de gaz en Europe a baissé d'environ 2,5 % en 2020, année de la pandémie, par rapport à 2019...), il reste 80 à 90 Mds m<sup>3</sup> à trouver, soit 60 Mt de GNL. Il y a trois terminaux en construction aux États-Unis (Golden Pass, Plaquemines et Corpus Christi Stage III) pour une capacité totale de 5,7 Bcf/jour en 2025<sup>7</sup>, soit environ 35 Mt de GNL livrables. Compte tenu du fait que les capacités existantes sont utilisées à plein, il faudra compter sur ces additions (ou évincer par le prix encore davantage de demande asiatique). Si l'on ajoute les nouveaux terminaux en Indonésie, Nigéria, Mozambique et Qatar, le compte y sera en 2025 ou 2026 *compte tenu des progrès en matière d'efficacité énergétique* et du fait que seule une partie des capacités seraient utilisées pour des livraisons à l'Europe. Il y a donc trois ans de tensions probables sur les approvisionnements gaziers (en supposant que les terminaux et les méthaniers soient livrés à temps) qui se traduiront par une destruction de demande supplémentaire en Europe (délocalisations, investissements différés, baisse ou moindre croissance du PIB).

Cette brève analyse tend à montrer que l'interruption des 155 Gm<sup>3</sup> de gaz russe livrés à l'Union Européenne en 2021 par gazoduc ne sera pas aussi aisément compensée que le laissent à entendre les gouvernements européens concernés : environ 10 Gm<sup>3</sup> peuvent probablement trouver place dans les gazoducs existants ; le reste équivaut à plus de 100 Mt de LNG, l'équivalent de la capacité totale de dix terminaux.

La France dépendait peu du gaz russe (17 % des importations, environ 7,5 Mds m<sup>3</sup>), et a donc pu le remplacer par d'autres sources lorsque les livraisons ont été interrompues le 1<sup>er</sup> septembre 2022. Le danger provient des décisions prises à l'échelle européenne, notamment lors du Conseil du 24 novembre 2022 où ont été actées un certain nombre de mesures de solidarité entre États membres.

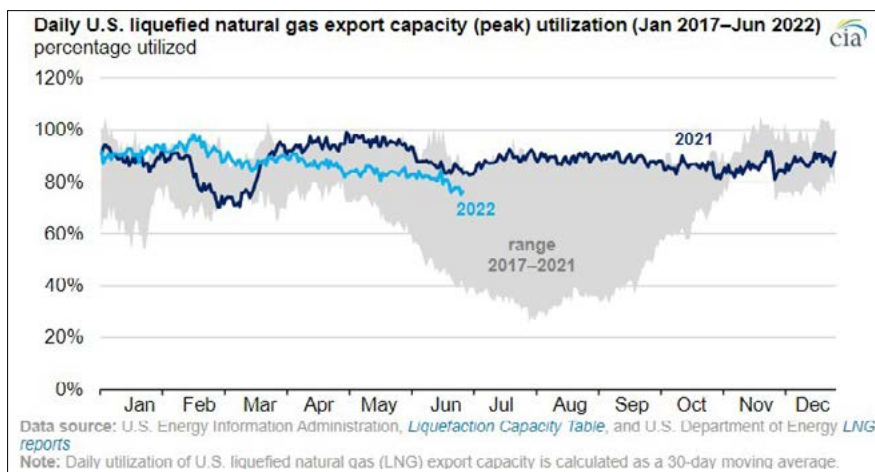
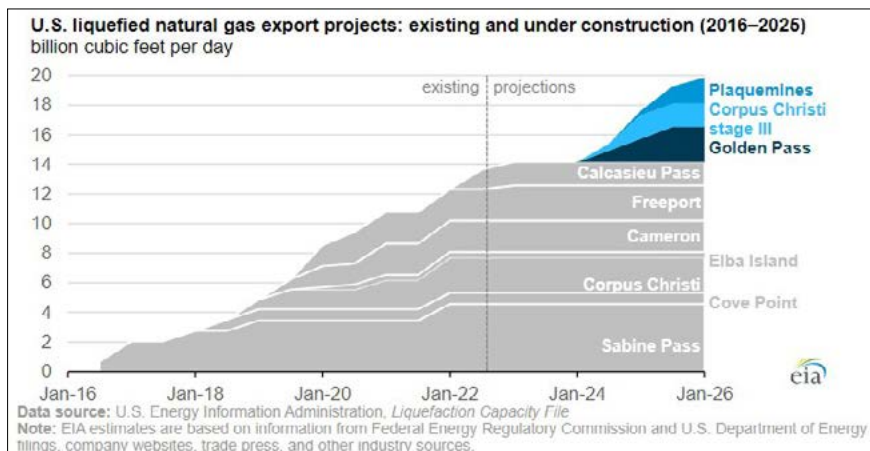
4. 1 million de tonnes de GNL ≈ 1,38 Md m<sup>3</sup> de gaz naturel

5. IEA, *Baseline European Union gas demand and supply in 2023*, 2023.

6. S&P Global Commodity Insights, *Energy in the new era*, September, 2022.

7. EIA, *Today in energy*, September 6, 2022

L'article 13 du Règlement UE 2017/1938 créait déjà de véritables obligations de solidarité envers les États membres qui auraient déclaré un état d'urgence. En outre, la France importe de ses voisins l'impact de la hausse du prix de l'électricité, dont l'ARENH ne protège que les ménages. La France se trouve ainsi dans un état de vulnérabilité énergétique dont elle avait été auparavant abritée.



La combinaison du rebond de sortie du Covid et de la crise ukrainienne a remis au premier rang des priorités la question de la sécurité énergétique. La demande de pétrole et de gaz est très peu élastique à court terme, et toute tension sur les

approvisionnements se traduit par de fortes hausses de prix génératrices d'inflation, de pression à la baisse sur le pouvoir d'achat et les marges des entreprises intensives en énergie ; cette inflation se répand rapidement aux autres secteurs (acier, engrais, transports, etc.) et affecte la sécurité alimentaire de nombreux pays. Ces hausses de prix modifient en outre l'ordre d'appel des centrales et favorisent le charbon : aux États-Unis, la génération électrique à base de charbon s'est accrue de 22 % en 2021<sup>8</sup>, et sans doute davantage encore en 2022 ; le même phénomène s'est produit en Asie du Sud et en Allemagne, par exemple, contredisant totalement les objectifs climatiques. Un progrès réel de la transition énergétique suppose que soient prise en compte la double contrainte d'une énergie *fiable* et *abordable*, sans quoi les gouvernements devront sacrifier politiquement l'environnement.

Contrairement aux sanctions sur les hautes technologies, qui sont utiles, celles qui s'appliquent aux hydrocarbures reviennent en *boomerang* sous forme d'inflation et de destruction de la demande industrielle.

Nous avons ici un exemple chimiquement pur de la contradiction entre la défense ou l'exportation des valeurs européennes, telles qu'exprimées par les institutions communautaires, et les intérêts économiques du continent, sauf à considérer que l'intérêt stratégique de long terme de l'Europe se confond avec une axiologie, prémisses typiquement idéaliste d'une géopolitique qui doit se mesurer à des conceptions réalistes dans le reste du monde, États-Unis compris.

Prémisse qui n'est pas dépourvue de dangers : s'appauvrir fragilise tant la démocratie que l'unité du continent car le ciment de la prospérité tient ensemble le projet européen. Dans son article 3, le traité constitutif de l'UE donne à celle-ci quatre objectifs principaux où se lisent des ambivalences pouvant dériver en contradictions. Promouvoir « ses valeurs et le bien-être de ses peuples », y compris dans ses relations avec le reste du monde, crée une première source de difficultés, puisque les deux objectifs n'appartiennent pas au même ordre de la pensée ; l'article insiste sur le second car « L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique ». Le réflexe centrifuge est au moins aussi probable que le réflexe centripète si les faits devaient montrer que la promesse de *protection* des citoyens et de leur bien-être n'est pas suivie d'effet.

---

8. "Today in Energy", *U.S. Energy Information Administration*, 18 October 2021

Comme toute *commodity*, le pétrole, le gaz ou les métaux sont fongibles dans une large mesure<sup>9</sup>, et les flux peuvent toujours être réorientés avec le temps. Même si l'on souscrit à la justification politique ou axiologique des sanctions, il n'en reste pas moins que leur principal résultat sera de favoriser de grands pays rivaux de l'Europe tels que l'Inde, la Chine et la Turquie, qui sont difficilement sanctionnables en raison de leur poids économique et géopolitique, et bénéficient grâce aux sanctions d'un prix de la ressource particulièrement attractif. La question qui se pose est de savoir si les dommages que l'Europe s'inflige à elle-même sont un prix proportionné ou non à l'avantage politique obtenu par l'apparence d'un front commun et la protection des États-Unis, mais aussi à l'effet d'aubaine d'un *stimulus* puissant à la transition énergétique, qui est *la* politique européenne qui semble aujourd'hui surdéterminer toutes les autres.

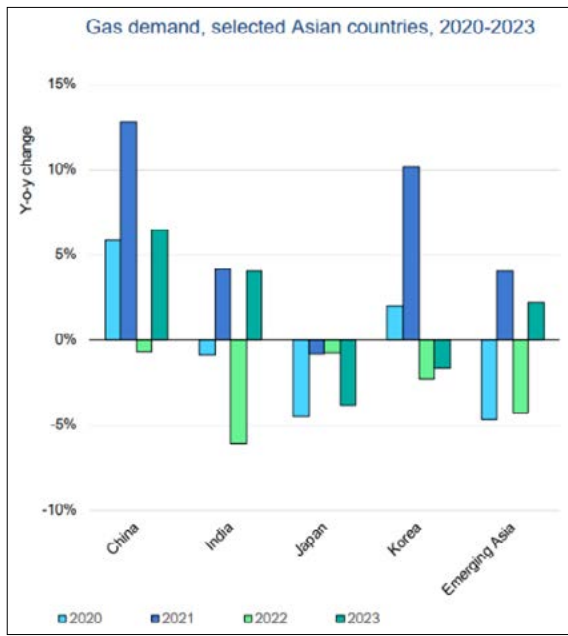
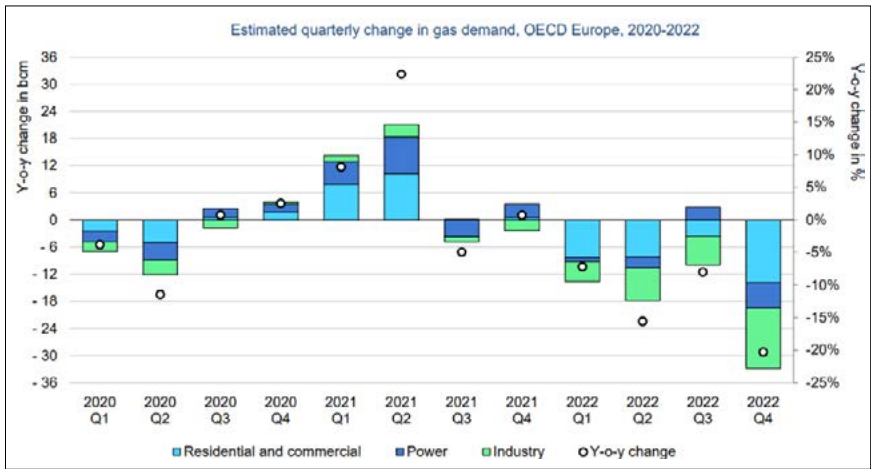
À court terme, il reste à voir si l'UE aura la même chance au cours de l'hiver 2023-2024 qu'en 2022, ou si une combinaison de reprise économique chinoise après une année 2022 décevante, d'hiver plus rigoureux, et de faible hydraulicité<sup>10</sup>, voire de moindre disponibilité des réacteurs en raison des reports d'entretien causés par le conflit sur les retraites, ne rendra pas l'équation insoluble. Sans oublier que les quantités disponibles dépendent aussi de la destruction de demande par les prix dans les autres régions du monde, qu'il est difficile d'anticiper et impossible de gouverner : elles ont été un facteur essentiel en 2022<sup>11</sup>. Si la réduction de la consommation de gaz observée en Europe en 2022 (graphique ci-dessous) a été due en grande partie due à la clémence du climat, il n'en va évidemment pas de même pour l'industrie.

---

9. La fongibilité est partielle : les raffineries ne sont pas toutes équipées pour traiter un brut acide de densité moyenne ( $\approx 30,7^\circ\text{API}$ , 1,48% de soufre) comme l'Oural-Volga, par exemple.

10. La situation du débit des cours d'eau était critique en février 2023 : moins de 3 % des stations ont une hydraulicité supérieure à 80 % de la normale. La moitié des stations à une hydraulicité comprise entre 20 et 40 % de la normale ; source : *Bulletin national de situation hydrologique* du 13 mars 2023.

11. AIE, *Gas Market Report* Q1, 2023



On ne peut en aucun cas affirmer que la sécurité énergétique du continent européen est assurée. Qui plus est, l'échec quasi-total des appels d'offres éolien et solaire en 2022, dû à un zèle bureaucratique de la CRE dans l'exigence de garanties

financières – pour ne prendre que cet exemple - va retarder d'un an le raccordement au réseau de capacités plus nécessaires que jamais. On notera que le délai nécessaire à la réalisation d'un projet éolien *offshore* en France est d'environ le double (7 à 8 ans) de ce qu'il est au Royaume Uni. Quant à la maintenance des réacteurs, elle demeure à la merci de mouvements sociaux dans un pays où l'intérêt commun est aisément pris en otage pour satisfaire certains projets politiques. Au cours du premier trimestre 2023, EDF n'a produit que 84,9 TWh d'électricité nucléaire, un recul de 7,4 % par rapport au premier trimestre 2022. On imagine l'opportunité politique qu'offrirait un hiver rude, une opportunité que le Kremlin n'a nul besoin de s'ingénier à créer.

L'offre et la demande s'équilibrant nécessairement *ex post*, il importe de se préoccuper du prix auquel sera servie la demande. C'est de celui-ci que dépendra le maintien ou non de certaines activités industrielles en Europe. Nombre d'entreprises ont déjà mis certaines installations sous cocon pour aller produire dans des zones du monde où le gaz est moins cher (chimie, verrerie, sidérurgie...). Une étude du *think tank* Bruegel<sup>12</sup> estime entre 15 et 26 %, selon la rigueur du climat, la réduction de la demande de gaz qui sera nécessaire entre février et octobre 2023 par rapport à la moyenne des cinq dernières années afin de remplir les stockages au niveau requis de 90 %, en cas d'interruption totale des approvisionnements par gazoduc depuis la Russie. Ces niveaux de réduction sont très considérables pour l'industrie. Si les stocks devaient être insuffisants, les prix augmenteraient brutalement, nourrissant ces sœurs jumelles que sont l'inflation et la crise sociale.

## **Multiplicateurs et amortisseurs de la crise énergétique**

L'efficacité ou non de l'arme de l'énergie dépend d'un contexte beaucoup plus vaste que la seule question des livraisons d'hydrocarbures par la Russie, et de ses possibles substituts : il convient d'analyser l'ensemble des contraintes pesant sur l'approvisionnement énergétique à différents horizons temporels, et voir comment une contrainte particulière, l'interruption des flux gaziers russes, interagit avec les diverses contraintes soit pour les exacerber, soit pour les atténuer.

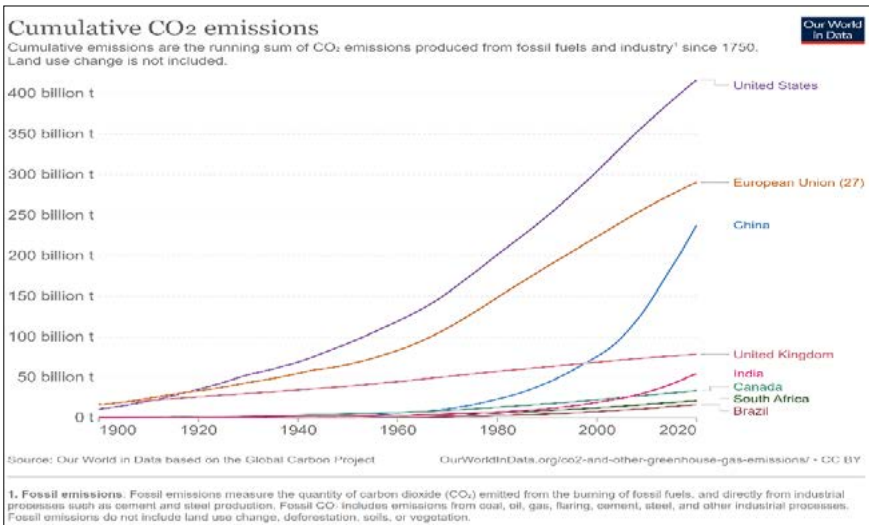
### ***Le chantage à la responsabilité du changement climatique***

L'une de ces contraintes tient aux négociations sur le climat dans le cadre de l'UNFCCC, et dont on comprend qu'elles butent sur la question de la

12. "Preparing for the next winter: Europe's gas outlook for 2023", Bruegel, *Policy contribution* Issue n° 1, 23, February 2023.

reconnaissance de responsabilité des pays qui ont émis des GES dans le passé, principalement l'Europe et les États-Unis, conduisant ainsi le monde à la crise climatique actuelle, et privant pour ainsi dire la plupart des pays de leur droit à jouir d'un niveau de vie similaire. L'argument est intellectuellement absurde, puisque l'on ne pouvait mesurer il y a 50 ou 100 ans les conséquences des émissions sur le climat et que l'on ne disposait pas de technologies alternatives, mais politiquement puissant. Ce blocage politique, qui est en réalité un chantage économique, pourrait retarder la mise en œuvre de mesures nécessaires à la réduction des émissions, et aggraver ainsi une situation dont la Russie se croit plus abritée en raison de sa latitude, et de l'étendue de son territoire.

Il y a de nombreuses manières d'établir des responsabilités, dont chacune sert un intérêt politique particulier. On se limitera à cette observation que les émissions cumulées de la Chine croissent beaucoup plus vite que celles de l'UE depuis vingt ans alors que l'urgence climatique est parfaitement connue, en partie parce que la Chine produit ce que l'UE consomme ; ceci montre à quel point la responsabilité est un concept de maniement complexe. L'idéalisme traditionnel de l'UE s'est à nouveau manifesté lors de la COP 27 avec l'acceptation d'un fonds destiné à compenser les « pertes et dommages », la boîte de Pandore est ouverte, et son coût va croître aussi vite que les dommages observés.



### ***La contrainte de cohérence d'une transformation complexe***

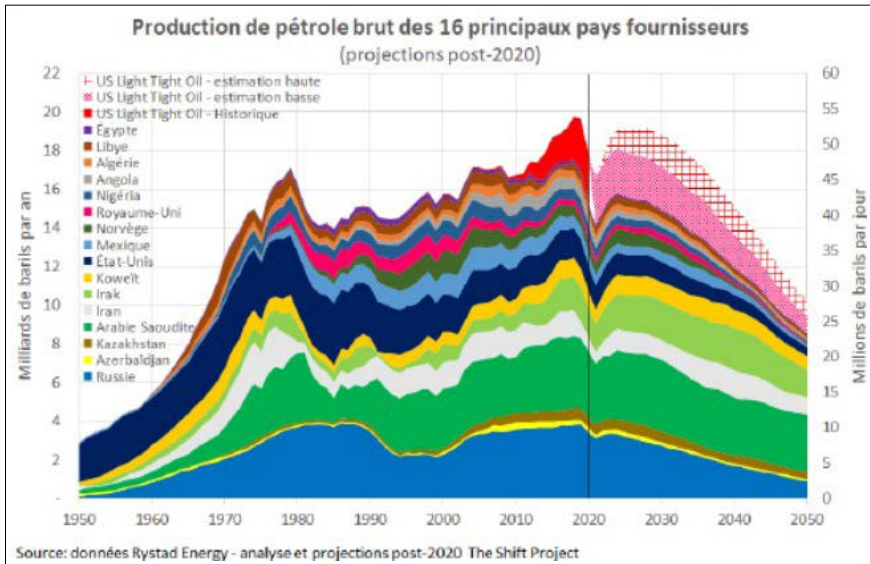
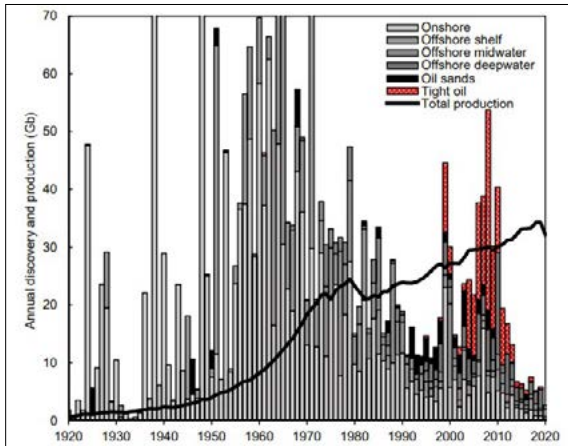
Un second type de contrainte tient au déploiement des énergies renouvelables ou décarbonées. L'UE entend parvenir à « zéro émissions nettes » en 2050, ce qui suppose de réussir en à peine une génération une mutation économique et sociale qui n'a guère de précédent, et de développer des technologies qui en sont pour certaines au stade du laboratoire, ou n'ont pas encore été déployées à l'échelle, ainsi que des gouvernements capables *politiquement* d'imposer les trajectoires. Cette mutation peut en théorie réussir ; elle aurait conduit en tout état de cause à une forte réduction des flux d'hydrocarbures entre la Russie et l'Europe, émoussant ainsi l'arme de l'énergie : autant s'en servir au moment où elle est encore efficace. Cependant la transition énergétique ouvre inévitablement une phase de plus grande vulnérabilité de l'Europe, qui bascule d'un système largement éprouvé à un système dont les vulnérabilités sont encore mal mesurées, et dont la faisabilité elle-même reste encore théorique. En forçant *de facto* l'UE à accélérer la cadence, la Russie (et ses soutiens plus ou moins implicites) la contraint – certes involontairement – à prendre des risques de cohérence, puisque l'énergie ne peut « muter » indépendamment des chaînes logistiques et de production, de l'accès à des matériaux critiques, de l'acclimatation de ses populations à un rationnement qui ne dit pas son nom (la « sobriété»), mais aussi à l'adoption de technologies encore immatures et donc sous-optimales, qui pèseront longtemps sur la compétitivité du continent. Ces chocs pourraient avoir un impact de désagrégation sociale supplémentaire, que ce soit par le biais de l'inflation, des contraintes sur les libertés, ou d'une réduction du PIB, qui jouent en faveur des pays « révisionnistes ».

### ***La question du « pic » pétrolier et gazier***

Une troisième composante du contexte énergétique tient à la question connue sous le nom de « pic pétrolier » (et plus tard gazier), qui tient au fait que la production de pétroles conventionnels a déjà connu son maximum en 2008, tandis que celle des hydrocarbures liquides dans leur ensemble pourrait le connaître au cours de la prochaine décennie, à cinq ou dix ans près. Ce maximum de production serait de peu de conséquence si la demande mondiale d'hydrocarbures diminuait au moins aussi rapidement, ce qui ne semble pas devoir être le cas au vu des ambitions de développement de nombreux pays du Sud.

Au rythme actuel de déplétion des champs pétrolifères, environ un tiers de la production mondiale de pétrole de 2019 ( $\approx 30\text{Mb/j}$ ) aura disparu en 2030 et devra être remplacée ; il s'agit de l'équivalent de la production de l'Arabie Saoudite ( $12\text{Mb/j}$ ), des États-Unis ( $15\text{Mb/j}$ ) et du Koweït ( $3\text{Mb/j}$ ). Si le « pic de demande potentielle »

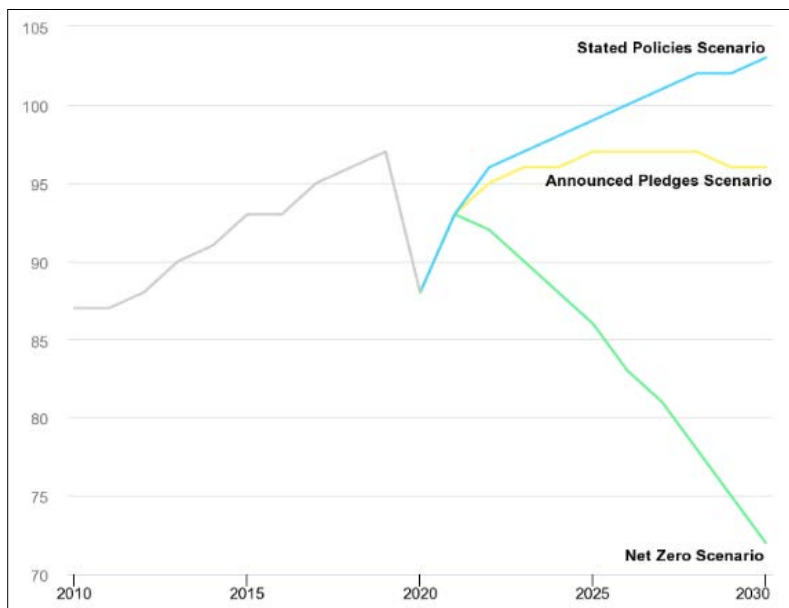
devait être plus tardif que le « pic d'offre », il va de soi que l'ajustement se ferait en partie par les prix, c'est-à-dire par destruction de demande et donc de PNB faute de substitut immédiat, et en partie par déni d'accès, dans le sens où les pays producteurs réserveraient leur production à eux-mêmes, ce qui va de soi, et à leurs alliés objectifs, ce qui exclut par hypothèse les pays « donneurs de leçons » ou dépourvus d'un pouvoir géopolitique suffisant pour se faire entendre. Ces deux dernières catégories caractérisent tant la France que l'Union Européenne au sens institutionnel.



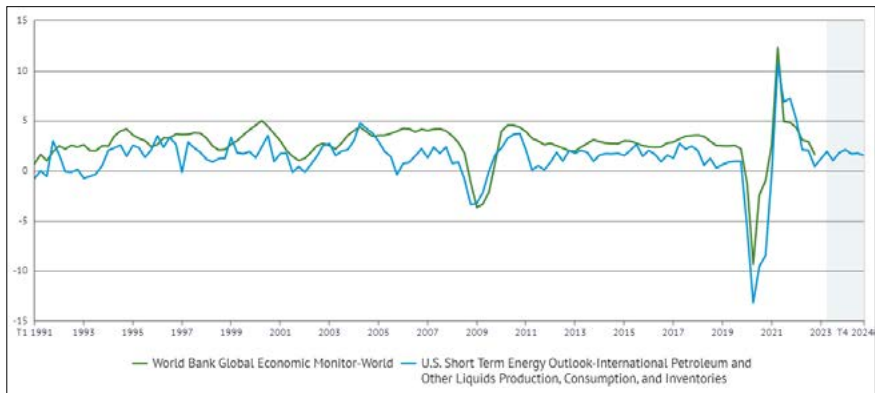
On notera que le prix du gaz avait commencé à augmenter fortement en 2021 *avant* la guerre en Ukraine, comme suite aux à-coups de la reprise post-Covid, et que celui du pétrole avait franchi une étape à la hausse, avec une plus forte volatilité, dès 2005. Les marchés sont affectés d'une certaine myopie, et il serait imprudent d'y lire autre chose que des constats d'une situation présente, ou des anticipations d'un avenir assez clairement dessiné.

On voit que la demande peut varier considérablement selon le scénario adopté (*graphique ci-dessous*) ; or pour le moment, nous sommes sur une tendance encore « pire » que celle du *Stated Policies Scenario* (qui ne tient compte que des politiques effectivement mises en œuvre), avec une prévision par l'AIE de 102 Mb/j pour 2023, soit exactement le prolongement de la consommation entre 2010 et 2019. Une réalité qui s'explique assez bien si l'on observe la forte corrélation, jusqu'à présent difficile à briser, entre consommation d'hydrocarbures liquides et PNB mondial, même si l'évolution des technologies laisse augurer une déconnection, mais à quel horizon ?

**Demande de pétrole selon les trois scénariis de l'AIE (Mb/j)**



**Demande mondiale de pétrole et PNB mondial (variation annuelle en %)**



Si cette déconnection ne s'opère pas assez rapidement dans l'UE, le PNB de celle-ci pourrait être décidé en partie par l'accès consenti par les producteurs à la ressource en hydrocarbures. Or, en matière de pétrole, plus le temps passe et plus les réserves seront géographiquement concentrées, donc plus le risque géopolitique sera élevé. La transition énergétique a une évidente dimension stratégique, mais son rythme ne saurait s'ajuster aux crises internationales ; l'ajustement entre l'offre et la demande potentielle ne peut plus être considéré comme allant de soi.

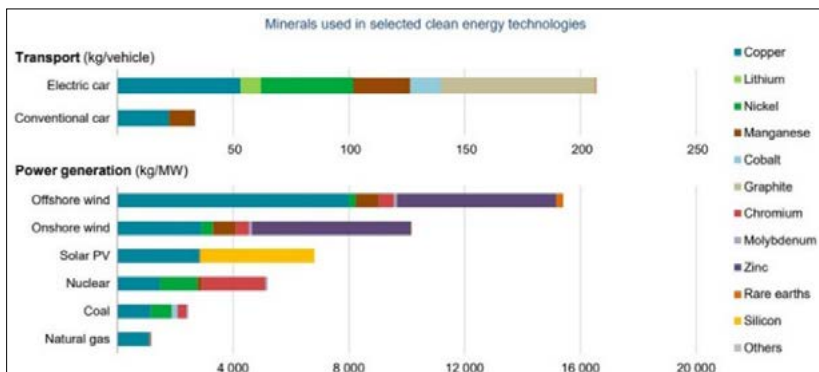
**La contrainte des matériaux critiques**

La transition énergétique est très intense en métaux et en terres rares, même si l'évolution des technologies peut rapidement modifier l'intensité du recours à telle ou telle de ces ressources. Une étude de l'AIE<sup>13</sup> donne un aperçu des besoins, comme de l'extrême concentration des ressources et des chaînes de traitement, très largement situées en Chine, seul pays disposant d'une véritable stratégie de long terme en la matière<sup>14</sup> ; l'UE a connu un réveil tardif<sup>15</sup> qui semble se limiter à constater le problème et à miser sur le recyclage, sachant par ailleurs que certains éléments tels que le lithium ou certaines terres rares sont peu propices au recyclage, et sont parmi les plus critiques en termes de risque d'approvisionnement.

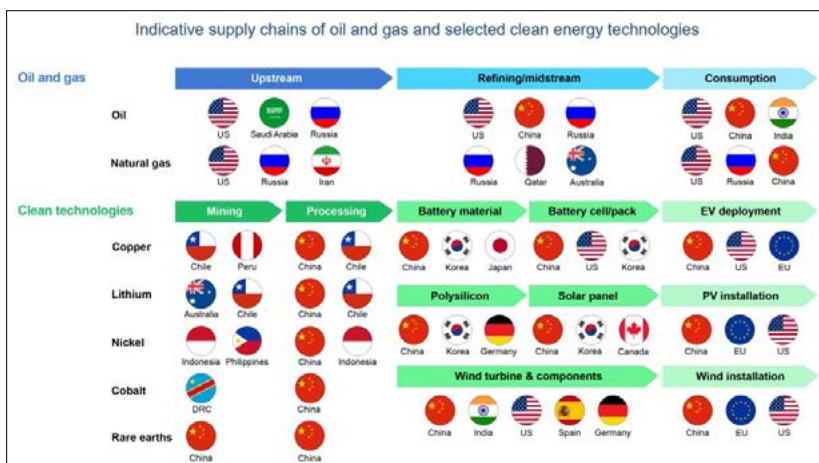
13. IEA, *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions*, March 2022

14. Latourrette Tom et al., *China's role in global development of critical resources*, Rand Corporation, 2022

15. *EU strategic dependencies and capacities: second stage of in-depth reviews*, Commission staff working document, SWD (2022) 41, 22-02-2022



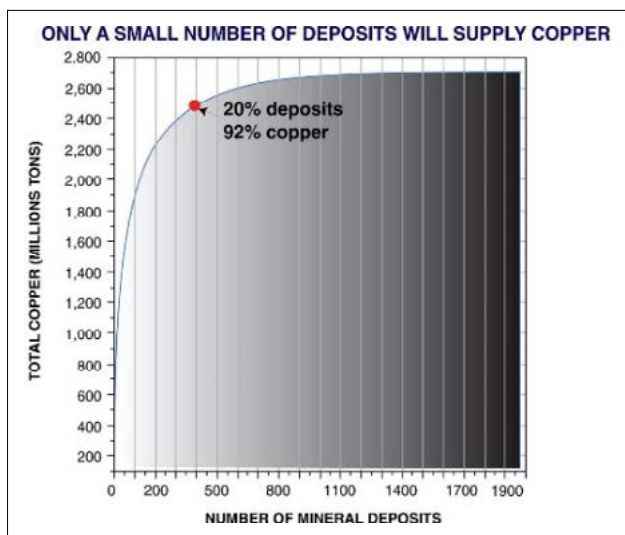
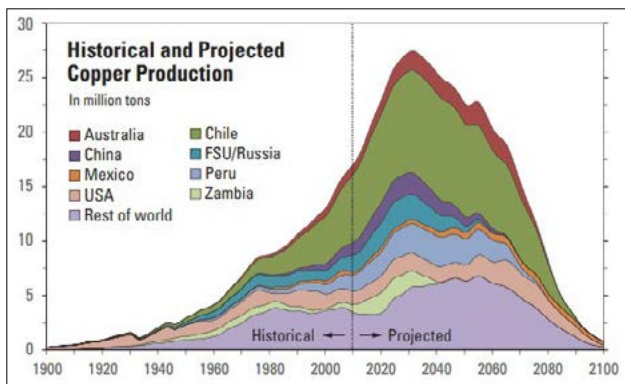
IEA. Allrights reserved.



IEA. Allrights reserved.

Comme l'écrit l'AIE, « la perspective d'un accroissement rapide de la demande de matériaux critiques – bien au-delà de ce qui a été réalisé auparavant – soulève des questions majeures quant à la disponibilité et la fiabilité des approvisionnements ». Questions dont la solution impliquera des délais et une volatilité des prix d'autant plus forte que les perspectives de demande sont incertaines. On notera que, comme toute ressource finie, ces matériaux critiques sont également soumis à la logique d'un « pic » tant que leur consommation se poursuit ; l'exemple du cuivre<sup>16</sup>, dont la teneur ne cesse de baisser au fur et à mesure des mises en exploitation, l'illustre.

16. Kerr Richard, *The coming copper peak*, 2014.



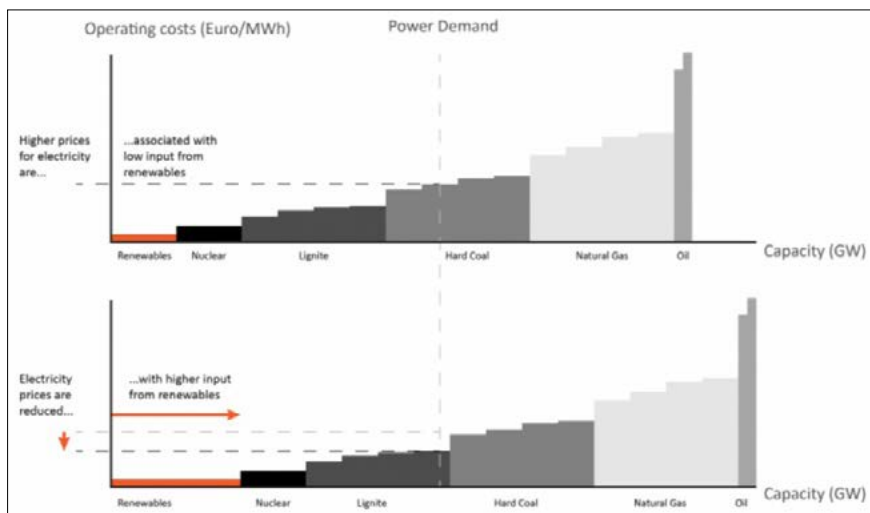
### Les mécanismes de marché européens

La crise en Ukraine a servi de révélateur des conflits de répartition que dissimule la structure des marchés de l'électricité. Cette structure, dite « *pay as clear* » (ou encore « *merit order* »), sensée optimiser l'efficacité d'ensemble du marché européen, est pensée pour des marchés où dominent les centrales thermiques à flamme, avec une multiplicité d'acteurs. Tous les producteurs y sont incités à soumettre des offres au niveau de leur coût marginal, principalement celui du combustible. Ce mécanisme est cependant absurde s'agissant de centrales dont le coût marginal est

nul (solaire) ou très faible (nucléaire) : s'il n'y avait pas de centrales à flamme *marginale*, aucune centrale à faible coût marginal ne serait jamais construite, et aucun signal-prix pertinent émis à leur égard.

Dans une zone fortement interconnectée, cette structure de marché réduit le prix de l'électricité dans les pays à coût marginal élevé (Allemagne), et l'accroît symétriquement dans les pays à coût faible (France). Ce que l'on appelle « l'effet d'ordre de mérite » illustré ci-dessous.

Plus il y a de centrales à faible coût marginal (renouvelables et nucléaire) sur un marché régional (en l'occurrence, l'ensemble France, Allemagne, Bénélux qui est très fortement interconnecté), moins le coût de la centrale *marginale* sur ce marché est élevé, mais ce coût demeure très supérieur au coût moyen de production dans un marché tel que la France où les centrales nucléaires sont largement amorties.



En outre, lorsque le prix du gaz s'élève, à demande constante, le différentiel entre le prix de marché et le coût moyen s'accroît fortement dans le pays « nucléaire » alors même qu'il satisfait l'essentiel de sa demande à coût constant. Le prix de l'énergie payé inutilement par le consommateur industriel non protégé devient prohibitif. Les sociétés qui ont le plus bénéficié de ce mécanisme en 2022 sont les grands électriciens allemands et autrichiens, dont l'excédent brut d'exploitation a crû fortement, puisqu'elles bénéficiaient du différentiel de coût entre la centrale marginale et le reste de leur structure de production, tandis que celui d'EDF s'effondrait en raison des

défauts de série de ses réacteurs et des obligations de l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique). Ce mécanisme, adopté sous la pression des institutions européennes qui engagèrent une procédure contre la France en 2007, contraint EDF à livrer des volumes importants (100 TWh) à ses concurrents au prix fixe de 42€/kWh, inférieur au coût de production du nucléaire historique, estimé à 48€/MWh par la CRE. Lorsqu'EDF est confrontée à une hausse des prix de marché sans pouvoir satisfaire la demande, comme en 2022, EDF doit ainsi acheter à un prix élevé sur le marché de gros pour livrer ses concurrents en dessous de ses propres prix de production. On a peine à croire que les gouvernements français aient souscrit à des obligations aussi évidemment contraires à l'intérêt national : c'est la logique du transfert progressif de la responsabilité de la politique énergétique à l'UE, actée avec une infinie légèreté dans l'article 194 du Traité de Lisbonne et les divers « paquets énergie ».

Le modèle du *merit order* a été appliqué depuis la dérégulation du marché de l'électricité en Europe, à une époque où les renouvelables ne représentaient qu'une part dérisoire du *mix* énergétique. Ce modèle est à l'évidence désastreux en cas de crise des approvisionnements, inadapté à un système dominé par des énergies décarbonées à faible coût marginal, et confiscatoire de la rente nucléaire : il doit être démantelé mais ne le sera pas, car il est de l'intérêt de l'Allemagne et de ses satellites de confisquer à leur profit une partie de la rente nucléaire afin de préserver la compétitivité de leur industrie.

Ledit modèle a constitué pour la Russie un allié prodigieux : il a transmis en l'amplifiant (le coût marginal s'élevant beaucoup plus que le coût moyen) la hausse des prix du gaz à l'ensemble de la fourniture d'électricité de l'Union européenne, maximisant ainsi les dommages économiques. C'est un fort bel exemple du résultat obtenu lorsqu'un moyen est confondu avec un objectif, qui plus est dans le traité constitutif de l'UE...

## Transition et sécurité énergétique en France

On a suffisamment insisté<sup>17</sup> sur l'état d'abandon où s'est trouvée depuis trente ans la stratégie énergétique française, livrée à des décisions « *qui ne sauraient trouver leur source que dans l'inconscience ou l'électorisme* » pour reprendre les mots du rapporteur. La négligence, l'intérêt politicien et sans doute une part d'ignorance se

---

17. Audition de M. Bréchet Yves devant la commission d'enquête parlementaire « visant à établir les raisons de la perte de la souveraineté énergétique de la France » à l'Assemblée Nationale, 29 novembre 2022 ; audition de Proglgio Henri devant la commission le 13 décembre 2022 ; conclusions de la commission publiées le 6 avril 2023.

sont donc conjugués pour accroître la vulnérabilité du pays et renchérir le coût de cet intrant fondamental de toute activité économique qu'est l'énergie. Le coût en a été multiplié par des sanctions prises mais surtout par manque des moyens d'une véritable puissance géopolitique, comme faute de mieux<sup>18</sup>, par un groupe de pays désemparés devant l'ampleur du sujet.

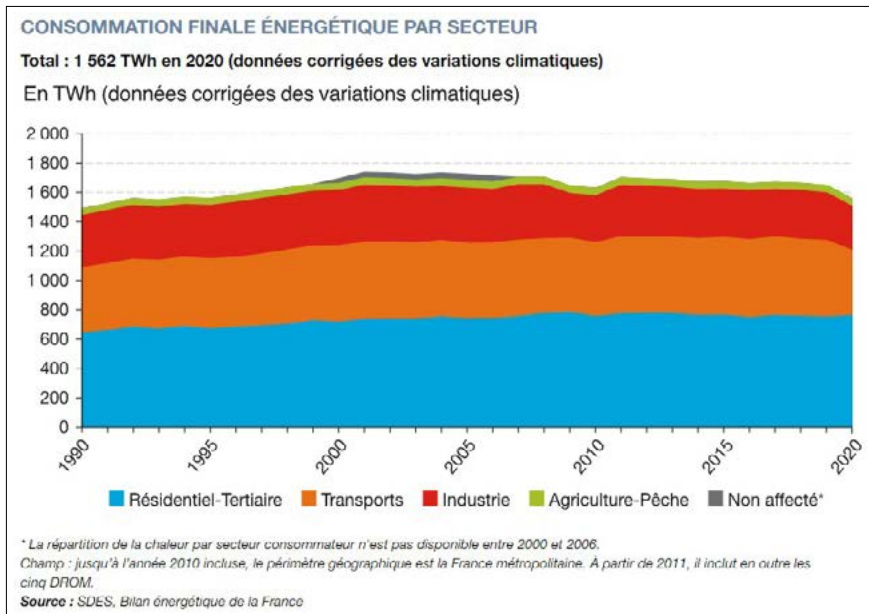
La situation à laquelle fait face le pays est illustrée par les graphiques du RTE montrant la source de l'énergie électrique consommée en France. Sur la période du 30 janvier au 19 février 2012, une pointe de près de 100GW a été atteinte, couverte à environ 7 % par des importations. Sur la même période en 2023, la pointe de  $\approx 80$ GW a nécessité l'importation de 11,5 % de cette puissance, les centrales nucléaires ayant fourni 14GW de moins que 11 ans auparavant. Malgré les investissements réalisés dans le solaire et l'éolien entretemps, ces sources n'ont représenté *le jour considéré* que 2 à 3 % de l'énergie dans les deux cas, simple mais fâcheux hasard météorologique.



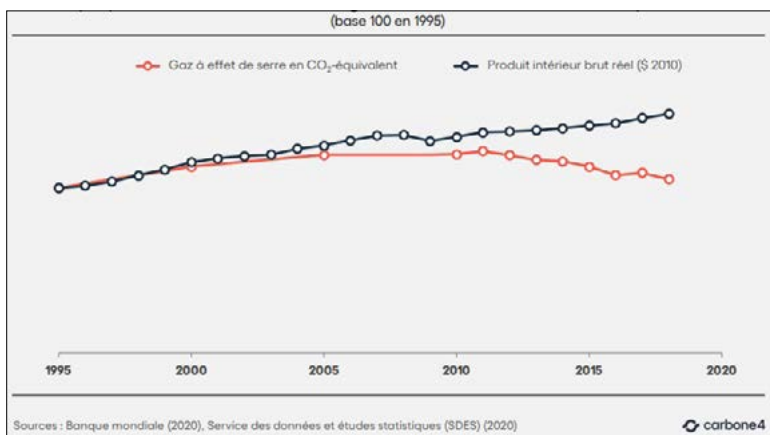
18. Le « qu'est-ce que vous voudriez qu'on fasse » du président Macron lors de l'entretien du 14 juillet 2022.

L'énergie d'origine hydroélectrique a remplacé les capacités manquantes en 2023. Si la demande était comme en 2012 de 90 voire 100 GW en février 2024, après une année sèche en 2023, sur quelles capacités la France pourrait-elle compter en période de grand carénage, et avec des installations en partie vieillissantes et donc à la merci d'autres défaillances ? Et à quel prix cette énergie serait-elle importée, à supposer que les pays voisins conservent des capacités excédentaires significatives ?

En France, la baisse de la consommation depuis 20 ans est due en bonne partie à la désindustrialisation du pays (depuis 2010, baisse de  $\approx 0,9$  %/an de la consommation d'énergie, malgré une modeste augmentation du PIB). Cette baisse s'accompagne d'une réduction des émissions de GES, due à la combinaison d'une moindre intensité énergétique et d'une énergie moins carbonée (EnR)<sup>19</sup>.

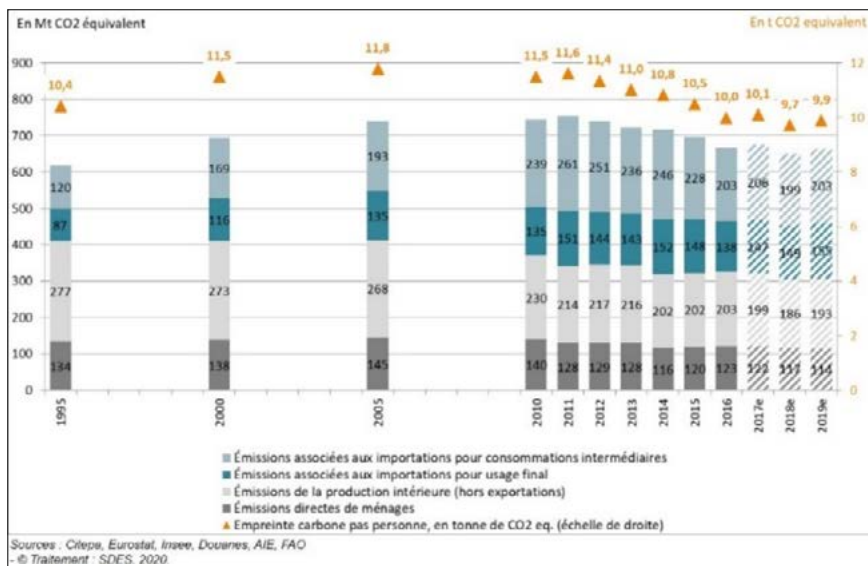


19. Mossé Justine, Ramos Clément, *Découplage et croissance verte*, Carbone 4, Septembre 2021



Il n'en reste pas moins que ces réductions sont en trompe-l'œil, puisque l'empreinte carbone française était plus élevée en 2019 qu'en 1995 du fait de la substitution des importations à la production nationale, et n'a diminué que d'environ 4 % par personne... après 25 ans d'investissements et de prise de conscience. Le « problème carbone » a simplement été déplacé en Chine et autres pays d'Asie.

## Empreinte carbone de la France



La transition ne réussira vraisemblablement qu'à taux d'effort énergétique constant, tant la part des dépenses pré-engagées n'a cessé de croître au fil des ans dans un pays qui s'appauvrit en termes relatifs. Les efforts demandés à la population (renouvellement massif du parc automobile, rénovation ou isolation des bâtiments, financement indirect du parc de renouvelables, du renouveau du parc nucléaire et du déploiement de réseaux « intelligents »...) ne sont possibles que dans ce périmètre, sauf à créer des à-coups d'investissement qui ruineraient toute ambition industrielle dans les domaines considérés, et à susciter des comportements d'évitement, de contestation violente ou de choix politiques extrêmes. Il y a là un véritable mécanisme de transmission entre la sphère géopolitique et la sphère sociale, donc de politique intérieure.

Une période de vulnérabilité s'ouvre entre 2020 et 2050, combinant de très nombreux défis : peu de recyclage et forte dépendance de quelques pays en ce qui concerne nombre de métaux ou de terres rares critiques, besoins accrus de financement, cohérence d'ensemble des diverses mutations technologiques et du comportement sociétal, plausibilité d'un « pic » pétrolier, faible base industrielle européenne dans les domaines nécessaires à ladite transition (panneaux solaires, pompes à chaleur, batteries, semi-conducteurs, etc.), structure de marché inadaptée, absence d'expérience concrète d'une transition énergétique à cette échelle et dans ces délais... Nul doute que les puissances révisionnistes sauront tirer parti de toute faille majeure qui pourrait apparaître, et notamment d'éventuelles fissures intra-européennes.

## **Une Union européenne au moins aussi divisée qu'elle n'est unie**

On tend à penser que la crise ukrainienne a renforcé l'unité de l'Europe, donnant lieu à une pluie d'initiatives : unanimité pour sanctionner la Russie par la cessation progressive des importations de pétrole, de charbon, et de gaz livré par gazoduc, plan REPowerUE (18 mai 2022) pour réaliser des économies d'énergie, accélérer la transition et diversifier les sources d'approvisionnement, achats communs d'énergie, plan européen de réduction de la demande de gaz (ou comment répartir la pénurie), obligations de solidarité entre États membres, accords bilatéraux ou trilatéraux avec des pays fournisseurs, nouvelles règles de stockage du gaz, et bien d'autres initiatives : les institutions européennes entendent démontrer que l'Union protège les citoyens (en partie contre les effets de leurs propres initiatives), satisfaire les intérêts de leurs « mandataires » les plus affectés par la crise gazière, et accroître leurs pouvoirs durement conquis en matière de politique énergétique, devenue une sorte d'appendice de la politique climatique.

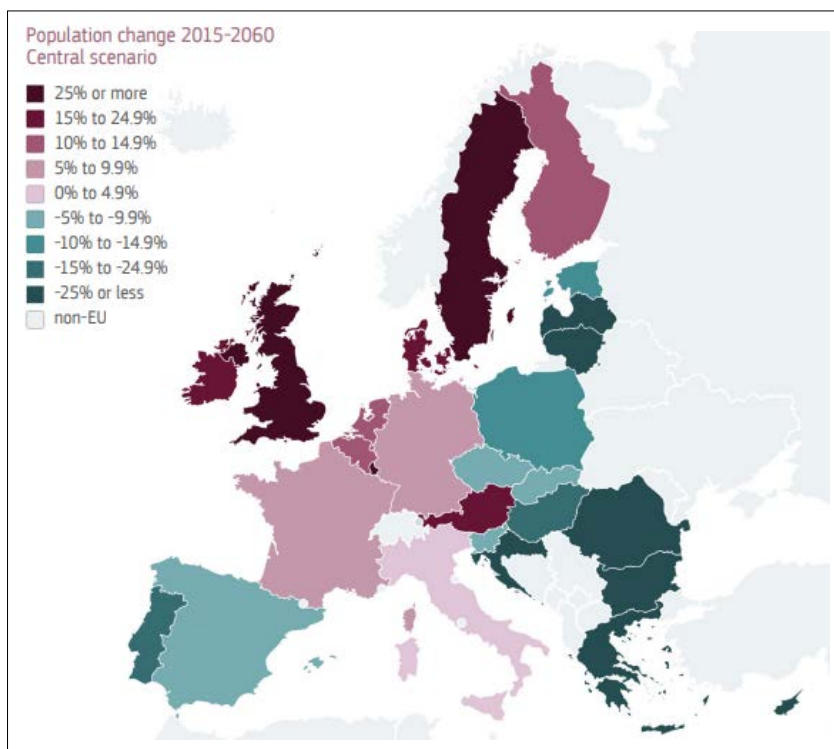
L'Union européenne électrique se divise en trois groupes principaux, dont les intérêts ne sont pas alignés :

- pays largement autonomes, où les centrales hydroélectriques et nucléaires représentent l'essentiel du système (cas de la France, de la Suède ou de l'Autriche), soit 8 pays de l'UE ;
- pays semi-autonomes : les centrales à gaz ou charbon et les centrales non-pilotables y représentent environ la moitié du système, mais ils sont soit peu interconnectés avec le reste de l'Union (Espagne, Portugal), soit trop petits pour prétendre à une quelconque singularité de leur politique énergétique. À l'exception de l'Espagne, aucun de ces pays n'a de véritable industrie des renouvelables ;
- pays dépendants (dont l'Allemagne, l'Italie, et les Pays Bas) : centrales à gaz ou charbon et centrales non pilotable y forment l'essentiel du système, ce qui conduit à des efforts de transition plus complexes, et devrait les inciter à s'approprier plus ou moins directement les avantages dont disposent les pays moins dépendants, notamment par les mécanismes de marché, la multiplication des interconnexions, et la mise en place sous l'égide de l'UE de contraintes de « solidarité ».

Si l'on s'en tient aux projections démographiques du continent<sup>20</sup>, que ce soit par le centre Wittgenstein ou Eurostat, quatre grandes zones semblent se dessiner : un « centre continental » en stagnation, une marge orientale en forte décroissance, un nord (Scandinavie, Royaume Uni, Irlande) en croissance, et un pourtour méditerranéen en effondrement démographique, tempéré par des migrations dont l'ampleur est encore difficile à estimer tant le facteur climatique devrait l'influencer.

---

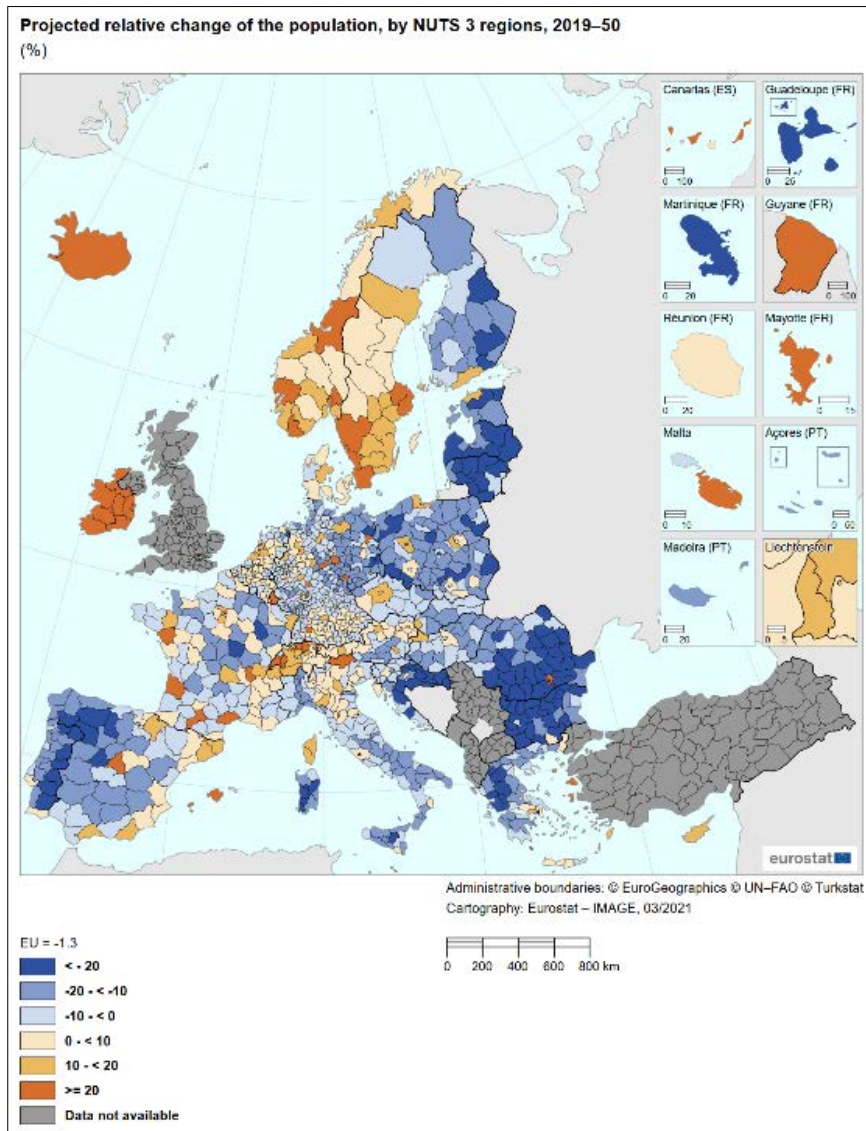
20. *Demographic scenarios for the EU*, Wittgenstein center for demography and global human capital, April 2019.



D'autres lignes de fracture paraissent évidentes sur le plan géopolitique. Un « bloc germanique » constitué de l'Allemagne et de ses principaux satellites économiques se renforce dans des dimensions nouvelles, dépassant la seule puissance économique, comme le suggère clairement le chancelier Scholz dans un récent article de *Foreign Affairs*<sup>21</sup> qui a servi de « programme » avant sa rencontre avec le Président américain : « les Allemands entendent devenir le garant de la sécurité européenne que nos alliés attendent que nous soyons... ». Cette émergence résulte autant du déclassement de la France depuis une vingtaine d'années que du Brexit. Lorsque, dans son discours de Prague, Olaf Scholz évoque la capacité de défense aérienne européenne conçue par l'Allemagne et dans laquelle d'autres pays pourront s'impliquer, et naturellement s'agissant de la nouvelle défense anti-missile dénommée *European Sky Shield* à direction allemande, annoncé en octobre 2022, on comprend que l'Allemagne a la volonté de mettre en œuvre un projet intégrant les dimensions

21. Scholz Olaf, "The Global Zeitenwende", *Foreign Affairs*, January/February 2023

technologique, économique et de défense qui en ferait – s’il réussit – un pivot stratégique du continent. L’Allemagne peut seule y parvenir car elle dispose des moyens financiers nécessaires, d’une administration européenne en partie à sa main, et d’un véritable socle industriel, donc de pays obligés qui sont aussi ses sous-traitants.



Un second groupe, d'importance croissante, est constitué par les pays de l'est européen qui, arrimés à la garantie de sécurité américaine, voient s'ouvrir la perspective d'une renaissance faisant levier sur vaste ensemble comprenant tout ou partie de l'Ukraine, et peut-être la Biélorussie à l'occasion de la succession de l'actuel autocrate. Ce projet particulièrement cher à la Pologne, qui se souvient sans doute de la République des Deux Nations, connaissait une gestation lente et quelque peu désordonnée à laquelle la guerre en Ukraine a donné une forte impulsion.

On citera parmi les initiatives qui s'y rattachent le groupe de Visegrad, qui a permis d'assouplir la perception des pays d'Europe centre-orientale face à ce qui est fondamentalement l'émergence d'une sphère d'influence polonaise. On y inclura surtout l'Initiative des Trois Mers (I3M) (*Three Seas Initiative - 3SI*), un projet politique lancé en 2015 par les Présidents polonais et croate qui associe des infrastructures<sup>22</sup> digitales, d'énergie et de transport entre la Baltique, l'Adriatique et la Mer Noire à une plateforme commerciale et un fonds d'investissement. Le représentant de la Chine a suggéré lors de la conférence fondatrice à Dubrovnik, en 2016, que l'I3M avait vocation à être interconnectée avec la Route de la Soie ; elle pourrait en devenir une ramification. La Pologne en est le *senior partner*, et, sans surprise, les États-Unis, l'Allemagne et la Commission Européenne sont associés à l'initiative.

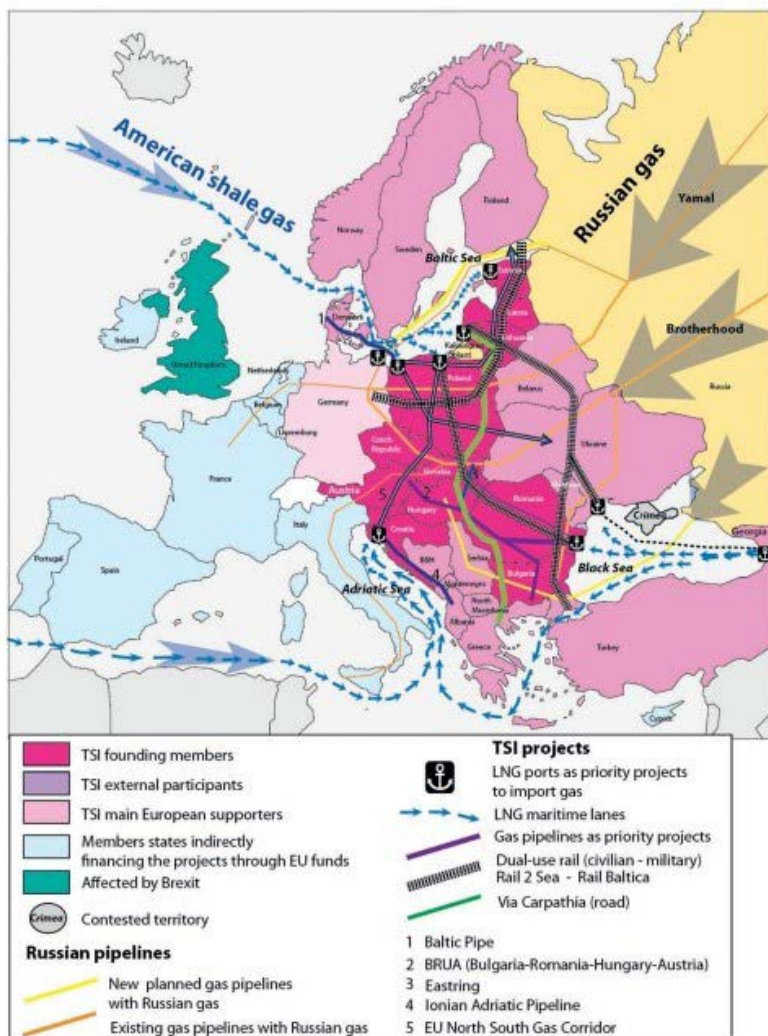
Lorsqu'en 2019 le Président Zelinsky avait marqué l'intérêt de son pays pour rejoindre l'I3M, la diplomatie polonaise s'était montrée réticente, arguant qu'il s'agissait d'un projet d'infrastructure lié à l'UE et non pas d'un projet géopolitique régional ; ces pudeurs sont tombées lors de la conférence de Riga le 20 juin 2022, l'Ukraine y étant désormais la bienvenue. On ajoutera encore le projet de réseau routier de la *Via Carpatia*<sup>23</sup> entre la Lituanie et la Grèce, qui est antérieur à l'I3M mais s'y rattache dans l'esprit, ou le projet ferroviaire du Adriatic – Baltic Corridor. Avec les 110 millions d'habitants des douze pays membres de l'I3M, sans compter l'Ukraine et la Biélorussie, on pourrait assister à la naissance d'un ensemble plus ou moins informel mais puissant capable sinon d'imposer ses vues à l'UE, à tout le moins d'entraver tout projet ne convenant pas à ses membres. La plupart de ces pays étant petits par l'étendue et la population, c'est à la Pologne et à l'axe Washington – Varsovie qu'en revient la gouverne.

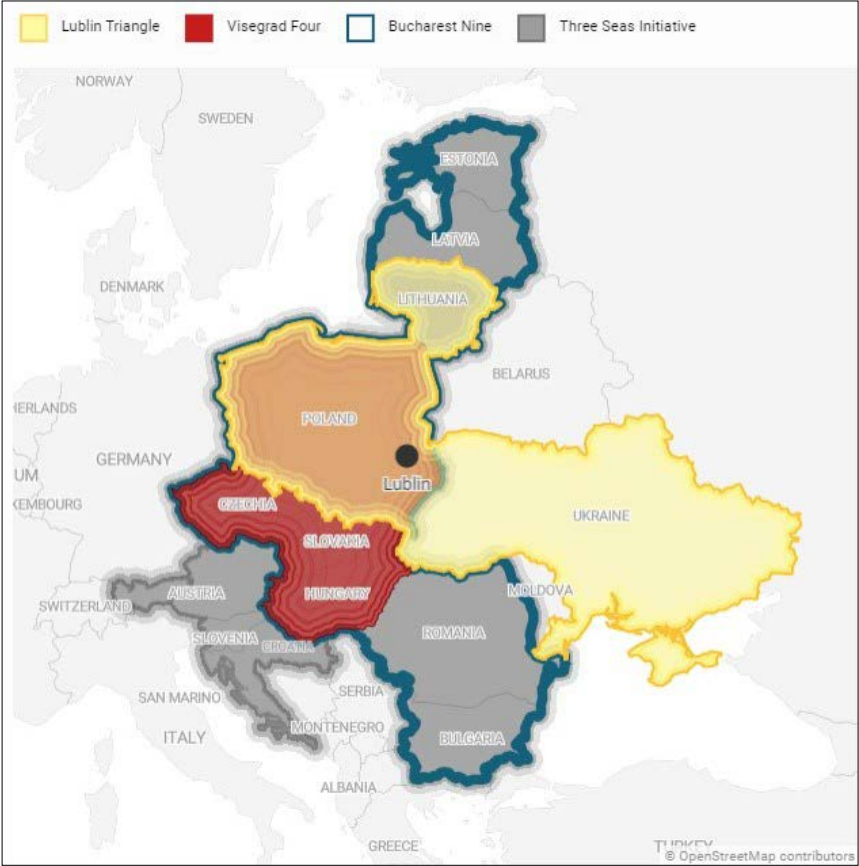
---

22. Thomann Pierre Emmanuel, *The Three Seas Initiative in the International Perspective*, December 2019

23. Déclaration de Łańcut le 22 octobre 2010

L'initiative des Trois Mers (Thomann P.-E.)





### Coopérations régionales en Europe orientale Via Carpatia (Déclaration de Łańcut II)



République des Deux Nations vers 1600



L'ISM comporte une dimension énergétique qui s'est accrue avec la guerre en Ukraine, et dont on conçoit qu'elle s'élargira dans un proche avenir puisqu'elle est un outil à la disposition de pays de dimension « moyenne » pour réduire leur vulnérabilité énergétique individuelle et collective, et peser ensemble sur les politiques énergétiques de l'UE.

Dans ce contexte, et depuis le départ du Royaume Uni, les États « latins » pourraient aisément se trouver dépossédés de toute centralité. L'énergie peut ici jouer un rôle de rééquilibrage grâce à la géographie (ressource solaire, « pont » pour les connections HVDC ou hydrogène entre l'Europe et le Maghreb, « pont » entre les ressources éoliennes de la Mer d'Irlande, de l'Atlantique ou de la Mer du Nord et le sud du continent, superficie favorable aux énergies à faible densité...) et bien entendu au socle d'énergie nucléaire qui réduit les besoins d'investissement en installations de stockage d'énergie ou de carbone. Cela suppose – dans le cas de la France et de l'Italie – que soit menée une politique énergétique moins velléitaire,

ou moins assujettie aux combinaisons politiciennes. De ce point de vue, la guerre en Ukraine aura eu pour « mérite » de rendre les responsables économiques et politiques plus conscients des enjeux.

Le possible retour d'une tentation hégémonique allemande sur le continent, la patiente construction d'une Europe orientale sous impulsion polonaise, encouragée tant par les États-Unis que par le Royaume Uni, l'effondrement démographique d'une Europe du Sud qui semble sortir de l'histoire, et l'évident isolement d'une France devenue économiquement et géopolitiquement trop faible pour être nécessaire sans alliances solides au sein de l'Union, sont autant de facteurs qui rouvrent le jeu de la stabilité du continent. Ce jeu en est à sa première manche ; d'autres suivront, et l'ébranlement de certains gouvernements, de certaines orientations politiques, de certaines priorités publiques par l'effet de la crise qui se propage depuis l'énergie vers tout le « corps économique » du continent, peut produire dans la durée des effets défavorables à l'unité européenne. Une crise brève nous en abriterait, mais cette brièveté est à la merci des hasards de la guerre autant que de Washington, qui décidera in fine où et quand s'arrête le conflit *ouvert*, et à quel prix pour les belligérants comme pour l'Europe voisine. Le paradoxe de l'arme de l'énergie dans le contexte historique actuel est que son efficacité comme ses effets échappent à ceux qui tentent de la manier. ■

## Éléments bibliographiques

---

- AIE (Agence International de l'Énergie), *Baseline European Union gas demand and supply in 2023*.
- AIE, *Gas Market Report Q1*, 2023.
- AIE, *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions*, March 2022.
- EIA (U.S. Energy Information Administration), « Today in Energy », October 18, 2021.
- EIA, « Today in energy », September 6, 2022.
- EU Commission, *EU strategic dependencies and capacities: second stage of in-depth reviews*, Commission staff working document, SWD(2022) 41, 22-02-2022.
- France Stratégie, « Les dépenses pré-engagées : près d'un tiers des dépenses des ménages en 2017 », *La note d'analyse*, n° 102, août 2021.
- Henckens MLCM, Worrell E, « Reviewing the availability of copper and nickel for future generations. The balance between production growth, sustainability and recycling rates », *Journal of Cleaner Production*, 2020.
- Kerr Richard, *The coming copper peak*, 2014
- Laherrere Jean, *In 2021, 68 % of the world is going into extinction*, ASPO France, 18 September 2022.

- Latourrette Tom et *al.*, *China's role in global development of critical resources*, Rand Corporation, 2022.
- Mossé Justine, Ramos Clément, *Découplage et croissance verte*, Carbone 4, Septembre 2021.
- Ministère de la transition écologique, *Chiffres clés des énergies renouvelables*, édition 2022.
- Ministère de la transition écologique, *Chiffres clé du climat, France Europe et Monde*, DATA LAB, édition 2022.
- McWilliams Ben et *al.*, *Preparing for the next winter: Europe's gas outlook for 2023*, Issue n°01/23, Bruegel, February 2023.
- Scholz Olaf, "The Global Zeitenwende", *Foreign Affairs*, January/February 2023.
- RTE, *Futurs énergétiques 2050*, Octobre 2021.
- The Shift Project, *Approvisionnement pétrolier futur de l'Union Européenne : état des réserves et perspectives de production des principaux pays fournisseurs*, rapport du Shift Project pour la DGRIS, mai 2021.
- S&P Global Commodity Insights, *Energy in the new era*, 2022.
- Thomann Pierre Emmanuel, *The Three Seas Initiative in the International Perspective*, December 2019.
- Wittgenstein center for demography and global human capital, *Demographic scenarios for the EU*, April 2019.